

Texte en espagnol trouvable sous le titre « Los orígenes del Primero de mayo y la influencia del anarcosindicalismo » sur le site colombien du CILEP (Centro de Investigación Libertaria y Educación Popular, Centre de Recherche Libertaire et d'Éducation Populaire), lié au Réseau Libertaire Populaire Mateo Kramer ([www.redlibertariapmk.org](http://www.redlibertariapmk.org)), ici : <http://www.cilep.net/primerodemayocolombia.pdf>

Ce texte est en fait un chapitre, écrit par le CILEP, du livre compilé par José Antonio Gutiérrez, « *Los orígenes libertarios del Primero de Mayo: de Chicago a América Latina (1886-1930)* ». Santiago de Chile: Quimantú, 2010.

Cette traduction a été réalisée en mars 2012. Nous signalons que ce texte n'a pas été traduit directement par le CATS de Caen mais par une personne qui est entré en contact avec nous. C'est cette personne, qui se reconnaîtra, qui a réalisé la traduction que voici, et nous l'en remercions chaleureusement. Le CATS s'est contenté d'effectuer la relecture et la traduction des notes. Merci aussi au CILEP pour le coup de main concernant quelques points de traduction délicats.

D'autres traductions sont en téléchargement libre sur notre site : <http://ablogm.com/cats/>

# Les Origines du Premier Mai en Colombie et l'influence de l'anarchosyndicalisme (1)

**CILEP**  
**(Centro de Investigación Libertaria y Educación Popular)**

« Camarades! Le jour tant voulu du Premier mai 1914 est arrivé, jour de la Fête Ouvrière, où s'est brisé pour la première fois un des fouets de l'esclavage de l'ouvrierE » Discours prononcé par José Nicolás Guzmán, Directeur Général de « *Union Obrera* »

« Ouvriers-ères, cette région, aujourd'hui réaffirmation de principes révolutionnaires, salue les frères et sœurs libertaires et les incite à continuer la noble lutte libertaire. »  
(Télégramme envoyé au Journal *La Voz Popular* (Journal du Parti Communiste Colombien, P.C.C.) le 2 mai 1927 par Solano, Groupe Libertaire de Santa Marta).

Le Premier Mai 1914, L'Union Obrera (Union Ouvrière) de Colombie convoqua à Bogotá une grande célébration dont l'acte principal était un défilé où ondulaient les drapeaux blancs et se chantait l'hymne national. Ce défilé, auquel vinrent plus de trois mille travailleurs-euses, avait pour objectif le quartier populaire de Bogotá « La Perseverancia » et où les participants-es devaient poser la première pierre pour ériger une colonne commémorative au travail (2). Avec cet acte festif, plus carnavalesque que révolutionnaire, commençait en Colombie la particulière célébration du Premier Mai. À la différence de ce qui est arrivé dans d'autres pays comme l'Argentine ou Cuba, en Colombie cet événement se passa pour la

première fois un quart de siècle après les événements de Chicago et se développa initialement sans influence de l'anarchisme, même quand ce dernier se fit sentir sur le territoire colombien à la fin des années 1840 avec les idées de Pierre-Joseph Proudhon (3).

Ainsi, contrairement aux commémorations qui commençaient à se tenir partout dans le monde, où les ouvriers-ères affirmaient leur identité de classe en concordance avec les doctrines révolutionnaires et l'internationalisme, en Colombie le Premier Mai était une fête de portée régionale et où les artisanEs se reconnaissaient comme peuple et ne faisaient aucune allusion explicite aux martyrs de Haymarket. Vers 1914, tandis que la révolution prolétaire s'agitait en Europe et le pouvoir des travailleurs-euses commençait à se manifester en Amérique Latine, en Colombie on ne pouvait pas encore à proprement parler de classe ouvrière. Les conditions économiques et politiques des premières décennies du XXème siècle ne le permettaient pas. La majorité de la population colombienne habitait et travaillait dans des zones rurales et l'accumulation de capital dépendait quasi exclusivement de l'unique produit d'exportation ; le café. De plus, le niveau d'industrialisation naissait du fait que le défi n'était que de satisfaire les besoins locaux de biens de consommation. Bien qu'à cette époque fonctionnaient déjà des usines de boissons et d'aliments, la majorité de l'activité manufacturière retombait littéralement dans des mains de l'artisanat (4). C'est pourquoi ce furent les artisanEs qui s'organisèrent en premier pour affronter les contradictions

Alors, ce développement de l'artisanat se réalisa non seulement lors d'une singulière situation économique, mais aussi sous un régime politique complexe dominé par la République Conservatrice. Le XXème siècle commença en Colombie avec un coup d'État. Le vice Président de cette époque, José Manuel Marroquín, a fomenté une rébellion contre son chef direct, Manuel Antonio Sanclemente. Les deux partis politiques conservateurs avaient été pratiquement sponsorisés par Miguel Antonio Caro (conservateur de Carthagène), celui qui après Rafael Núñez, ajusta les drapeaux de la « Regeneración » (5). Caro, qui se définissait lui-même non seulement comme un conservateur, mais aussi comme un défenseur décidé de l'Église catholique, fit de la Colombie un État confessionnel : le peuple devait obéir à ses gouvernants dont l'autorité provenait de Dieu. Ainsi, tandis qu'en Europe et dans quelques pays d'Amérique Latine se consolidait un processus de sécularisation de l'État et de la société, en Colombie, la hiérarchie ecclésiastique, en gouvernant la pensée et la conscience, garantissait l'ordre social. La « Regeneración » inaugura alors une époque d'extrémisme religieux qui conduisit à une intolérance sociale, morale et culturelle.

Cependant, juste dans les années postérieures à la première célébration du Premier Mai, sous la conjoncture de la 1ère Guerre Mondiale, la Colombie commença à consolider le processus de modernisation capitaliste qui changea radicalement la situation du pays. Dès lors, le développement industriel chemina de pair avec l'accroissement urbain et cela occasionna une reconfiguration du mouvement ouvrier naissant. Le Premier Mai, comme composant essentiel de l'identité travailleuse, devint une réflexion de cette configuration et, pour cela, lentement le carnaval de l'artisanat se tourna vers une manifestation révolutionnaire et internationaliste de la classe ouvrière. Comme nous essayerons de le démontrer dans cet écrit, le mouvement anarchosindicaliste des années vingt contribua considérablement à cette transformation.

## **La première célébration**

Le XXème siècle commença avec les faits suivants ; la Guerre des Mille Jours (1899-1902), qui fût un affrontement sanglant entre libéraux et conservateurs, et la perte du Panama (territoire colombien) face aux USA (1903). Le premier fait signifia la consolidation de l'hégémonie conservatrice, du fait que les libéraux

ont non seulement perdu la guerre mais aussi la possibilité d'en finir avec les préceptes désastreux de la « Regeneración ». Le second fait, pour sa part, mit en évidence la première grande douleur de la souveraineté colombienne et le commencement du contrôle yankee. Ce fut dans ce contexte que le conservateur Rafael Reyes, auparavant entrepreneur ayant réussi et officier reconnu de la guerre de 1885, assumait la présidence en 1904. Reyes se proposa, alors, à la tâche d'une reconstruction nationale et pour cela, parla de la nécessité d'une réconciliation entre les partis et d'un processus de « modernisation » à travers un renforcement de l'État, de ses forces militaires et de l'impulsion du progrès économique.

Pour réussir la réconciliation nationale, Reyes ferma premièrement le Congrès et appela à une Assemblée Nationale Constituante avec l'intention de prolonger son mandat à dix ans. Après il donna des postes publiques à l'opposition, c'est-à-dire le parti libéral, et renforça son discours de paix. Cependant, derrière ce discours se cachait un régime despote qui utilisait commodément l'Assemblée Nationale et arrêtait arbitrairement ceux-elles qui le critiquaient. Voilà comment la dictature non déclarée de Reyes professionnalisa les forces militaires sous l'excuse de garantir la souveraineté nationale et la stabilité interne, mais avec l'intention réelle de trouver « la force nécessaire pour impulser le réarrangement politique national sous un projet ultra centriste de modernisation étatique » (7). Reyes utilisa de cette manière l'Armée et la police pour affronter l'opposition, tandis que son discours public parlait de faire usage du monopole de la violence pour maintenir la paix et la tranquillité des citoyens.

Cependant, ce fut pendant le gouvernement de Reyes que se mirent en œuvre les grands travaux publics du début du XXème siècle. Sa volonté d'entreprise, définie dans la formule « moins de politique et plus d'administration » (8), le conduisit à investir dans la construction de chemins de fer et de routes, en plus d'améliorer les voies de navigation. De même, il impulsa un développement naissant de l'industrie via des réductions fiscales et des aides à l'agriculture d'exportation et aux manufactures. Ces développements économiques se conjuguèrent avec son projet de modernisation étatique pour créer un régime qui cherchait l'accumulation de capital au travers de la centralisation du pouvoir politique. L'autoritarisme de Reyes avait pleinement conscience que pour moderniser l'économie colombienne, il devait s'assurer premièrement que le peuple soit satisfait, avec « du pain et un bâton », comme il avait lui-même l'habitude de dire (9).

Après le gouvernement de Reyes et durant la présidence d'autres conservateurs comme Carlos E. Restrepo et José Vicente Concha, la modernisation capitaliste de l'économie se consolida lentement au travers de l'aubaine de la production de café et de bananes. Tandis que le café était le principal produit d'exportation, ce qui liait le pays au commerce international, la banane se cultivait dans de grandes exploitations depuis le début du siècle dans des enclaves étrangères comme la célèbre « United Fruit Company » (10). Avec cette entreprise étasunienne, coupable des années après du « Masacre de las bananeras », fonctionnait la « Tropical Oil Company » qui s'occupait de l'extraction du pétrole. Autour de ces enclaves eurent lieu les premières expressions de travail salarié ainsi que les développements des transports fluviaux et ferroviaires.

L'autre grand composant de l'économie colombienne du début du XXème siècle fut l'industrie manufacturière. Le développement de celle-ci dépendait directement des devises collectées avec le boom exportateur du café (11). Malgré qu'apparaissaient rapidement les fabriques de textiles, la majorité de la production à ce moment était artisanale. Ainsi les artisans, qui depuis 1872, s'organisaient en diverses associations d'aide mutuelle, étaient la source principale de main d'œuvre pour l'industrie naissante. Les traditions corporatives de l'artisanat culminèrent vers 1854 avec les dénommées « Sociedades Democráticas » (*Sociétés démocratiques*). Leur développement était influencé à ses débuts par la Révolution

Française et les idées des courants intellectuels romantiques et socialistes, qui se diffusaient dans le pays à travers les libéraux/ales radicaux/ales. Et c'est pour cela qu'il faut se souvenir que Manuel Murillo Toro publiait les idées de Proudhon dans son journal *Neogranadino* (12) et en discutait avec José Maria Samper, Florentino González, Ezequiel Rojas, Manuel Ancízar y Mariano Ospina Rodríguez. Ces intellectuels (issus de la bourgeoisie et principalement de Bogotá) et politiques vivaient dans une ambiance de mise en avant de la question sociale qui se nourrissait de la presse socialiste française, le journal *Le socialiste ami du peuple* et un livre, importé par le français Jean Simonot qui résumait les pensées de Saint-Simon, Fourier, Leroux, Blanc, Cabet, Vidal et Proudhon (13). Cette influence initiale du socialisme français continua à s'observer durant les premières années du XXème siècle avec les organisations de mutuelles ; organisations qui, par ailleurs, n'étaient pas mal vues de l'Église. Ces organisations défendaient des mesures économiques protectionnistes, mais exigeaient en plus des meilleures conditions de vie pour le peuple et réalisaient des journées éducatives avec d'autres expressions culturelles (14).

Alors, il est logique qu'en 1914, ce soit précisément une organisation artisanale, comme l'Unión Obrera de Colombia (UOC) (15), qui mena la célébration du Premier Mai naissant. L'itinéraire de cette première célébration révélait une transformation dans le langage qui cependant, ne réfléchissait pas encore un changement réel dans l'identité des travailleurs-euses. Bien que le mot « artisanE » soit remplacé par « ouvrier-ère » il est notoire que le Premier Mai était un rituel où les participantEs affirmaient leurs identités comme peuple (16). Ainsi, bien qu'au cours de cette célébration on parle « d'ouvriers-ères » des différents quartiers et du « pavillon ouvrier » conduit par les dignitaires de la UOC, d'un autre côté s'exprime la représentation de toutes les corporations « d'aide mutuelle » de la ville et est présente, comme revendication principale, « la dignification des travaux manuels » (17). Par conséquent, il est intéressant de noter qu'au 1<sup>er</sup> Mai 1914 commence un changement sémantique qui sera fondamental pour la constitution de la classe ouvrière. Cependant, il ne faut oublier que cette célébration était menée par des artisanEs qui réalisaient leurs propres activités culturelles.

C'est pour cela que la première célébration se manifesta comme un grand défilé où participèrent les habitantEs des quartiers artisanaux, en incluant des garçons et des filles et le groupe de musique de la Police. Le défilé commençait par un drapeau blanc, porté par les artisans de l'UOC, avec des couronnes de fleurs et une colonnade avec un aigle mordant un rameau d'olivier. Derrière ce nombre important d'artisanEs qui marchaient dans les rues de Bogotá, avançait un char décoré pour une grande fête. Il faut noter que les artisanEs portaient des emblèmes populaires et n'utilisaient pas les symboles traditionnels de la classe ouvrière mondiale. Les drapeaux rouges et noirs étaient remplacés par le blanc, qui sûrement faisait référence à la paix. Au lieu de la Marseillaise, de l'Internationale et d'autres chansons typiquement ouvrières se chantait également l'hymne Colombien (18).

Avec ce défilé, les artisanEs affirmaient alors leur identité comme peuple mais comme peuple rebelle qui célébrait maintenant son histoire de lutte, de liberté et d'indépendance. La colonne et le symbole de l'aigle à son extrémité le manifestaient, mais aussi les discours intéressants qui furent prononcés ce jour-là. Par exemple, le directeur de l'U.O.C., José Nicolás Guzmán s'adressait ainsi à la multitude ;

« Ne faiblissons pas, camarades, dans ce travail rédempteur qui est l'avenir de notre République, entachée si souvent par nos négociants politiques et démembrée par des gouvernements qui courent après le dieu dollar, même si cette Mère Patrie affectueuse reste dans les mains de cette bande ignominieuse face aux autres nations du monde. » (19).

Dans les paroles de Guzmán il n'y a pas encore un ton socialiste mais déjà une intention libérale. Il est nécessaire de s'émanciper du joug des négociantEs politiques et des gouvernements qui continuent d'opprimer les travailleurs-euses. De plus on perçoit un accent anti-impérialiste qui sera crucial dans les manifestations suivantes des classes populaires. Guzmán mentionne aussi dans d'autres parties de son discours que l'ouvrier-ère doit reconnaître quel est son ennemi qui l'opprime et l'exploite. CetTE ennemiE n'est pas seulement le/la fonctionnaire de l'État mais aussi le/la patronNE, l'entrepreneur/euse opulentE. C'est pour cela que pour combattre ces dernierEs, Guzmán insiste dans l'unité des opprimés-ées pour chercher la justice et la liberté :

« Marchons, camarades, tous uniEs, sans nuances politiques que ce soit, jusqu'à obtenir d'une manière définitive la revendication de tous nos droits, et ensuite observer nos ennemiEs dans ce lieu que le destin leur a réservé, où ils/elles expieront leurs crimes, parce que la justice de la terre s'impose face à tant de perversité autocratique et amoral.

Ne Nous préoccupons pas des éclats de rires de notre oppresseur, parce que demain le drapeau de la Paix et du Travail sera hissé et respecté de tout factieux-euse. Il signifiera la Liberté, L'Égalité et la Fraternité, base primordiale que nous poursuivons » (20).

Il est évident, dans ses derniers mots du discours, que Guzmán acquière une nuance plus radicale. L'appel à l'unité est fondamental, vu qu'il a l'intention que la reconnaissance des travailleurs-euses comme secteur opprimé transcende les différentes affinités idéologiques. Il identifie en plus clairement l'ennemi du peuple ; le latifundisme et l'autoritarisme. Finalement, le discours finit avec une référence directe à l'héritage de la Révolution Française. Ce dernier fait s'inscrit dans l'influence connue de la Révolution Française de 1789 sur la politique et la culture de l'artisanat et la naissance du mouvement ouvrier colombien (21).

Cependant, il faut remarquer que cet héritage gaulois n'est pas adapté à la situation colombienne. De fait, étant donné l'influence religieuse sur la lutte des travailleurs-euses, l'appel à la liberté, l'égalité et la fraternité était accompagné d'allusion au christianisme. Ceci apparaît clairement dans l'intervention d'un autre membre de l'U.O.C., Manuel Antonio Reyes:

« Aujourd'hui, nous, les ouvrierEs, nous nous réunirons de nouveau pour poser la première pierre sur laquelle il faut ériger une colonne qui symbolise le droit au travail et à la dignité du travail manuel, pour célébrer de cette manière, et pour la première fois, la fête du travail.

Et qu'est-ce que la fête du travail ? Facile de le comprendre ; comme les saints et les événements célèbres ont leurs fêtes, le travail aussi à la sienne. Et après les dimanches, qui sont jours de repos, celle-ci sera l'unique fête que nous ouvriers-ères devons garder et respecter. » (22).

Une fête que les ouvrierEs doivent respecter comme les chrétienNEs respectent le dimanche. Mais, en plus d'utiliser cette analogie, Manuel Antonio Reyes insiste pour que le premier mai serve à des œuvres caritatives. C'est un jour pour amener un pain et des accolades aux ancienNEs, mendiantEs, décédéEs, abandonnéEs et aux enfants dans le besoin (23). Ainsi, pendant que le droit au travail et à la dignité du travail manuel sont revendiqués on se doit d'aider les pauvres. Cette influence du christianisme prendra force quelques années après quand en 1919 l'Église commença à faire ses propres célébrations du premier mai (24). Bien qu'en 1914 l'Église ne participe pas comme institution, il y avait une certaine influence symbolique et culturelle de celle-ci.

Cette influence religieuse n'empêcha pas les travailleurs-euses de chercher, dans le premier mai, plus qu'une simple charité. Ainsi, dans les discours, on trouve aussi le droit à la propriété des moyens de productions. Cela ne faisait pas référence directement au socialisme, mais exprimait le désir de l'artisanat de se convertir en petitEs producteurs/rices avec une garantie d'emploi. À partir de là, on plaidera ouvertement pour valoriser le travail à travers l'épargne et pour adopter des mesures protectionnistes d'urgence.

Finalement, le premier mai 1914 se termina, comme dans d'autres pays, avec une commémoration des martyrs. Cependant, à la différence de ce qui se passait dans d'autres célébrations, on ne parla pas des martyrs de Chicago, mais des martyrEs de l'indépendance, fait qui renforçait l'identité nationale qui commençait à peine à se construire. Au lieu de se référer aux héros du travail, les artisanEs se souvinrent de celles et ceux qui donnèrent la vie pour la patrie :

« Les échafauds sont encore nettement trempés du sang des martyrEs de notre grande guerre. On peut encore sentir la terre humidifiée avec le sang de nos héros et héroïnes ignoréEs, fils et filles du peuple qui ont donné leurs vies sous l'étendard tricolore, en holocauste à notre liberté.

C'est pour cela que nous voulons être libres, dans tous les sens du terme.

Libres par conviction et héritage !

Libres car en Colombie il ne doit pas y avoir d'autres lois que celles qui garantissent la souveraineté du peuple !

Libres car nous ne devons pas obéir à une autre autorité, sinon celle qui émane de la volonté du peuple souverain !

Libres car les Pères de la Patrie nous donnèrent une République démocratique où nous sommes tous égaux devant la loi, en droits et conditions.

Pour terminer, camarades, accompagnez-moi dans deux Viva:

Vive les libérateurs de la Colombie !

Vive le peuple libre et souverain ! » (25)

## **L'influence anarchosyndicaliste**

Après 1914, les artisanEs continuaient de célébrer le Premier Mai en revendiquant leur identité comme peuple et en utilisant une variété de manifestations festives. En 1916, se célébra un carnaval très similaire à celui vécu en 1914, mais cette fois les activités culturelles de dispersèrent dans toute la ville et on eut recours aux œuvres de théâtre et aux feux d'artifice (26). Cependant, vers 1919, se présenta un changement substantiel dans la célébration du Premier Mai. Cette année, l'artisanat arriva au sommet de son protagonisme dans la lutte des classes opprimées et bientôt verra sa force s'affaiblir devant la présence croissante des travailleurs/euses salariéEs. Le 15 mars 1919, près de 3000 artisanEs, menés-ées par les couturiers-ères, protestaient contre l'achat d'uniforme pour l'armée à l'étranger quand ils/elles furent violemment répriméEs par le gouvernement de Marco Fidel Suárez, laissant 7 mortEs et 15 blesséEs (27). Ce fait marquera la fin d'une époque de résistance et le début d'une nouvelle étape de la lutte ouvrière.

L'expansion de l'économie du café impulsera, en partie, le mouvement ouvrier colombien. Bien que l'artisanat reste présent, le travail salarié se convertit peu à peu en forme de travail dominante (28). Ainsi, les travailleurs-euses se déplacèrent vers les enclaves et les transports où l'on offrait ce type de travail. En conséquence, ce fut en 1919 que survint le premier cycle de grève qui dura jusqu'à la fin de l'année suivante. 1920 fut une des années les plus riches en grève, et en janvier il n'y avait déjà pas moins de 18 grèves. La

forte agitation ouvrière de ces deux années coïncida avec la création du « Partido Socialista », qui survint au sein du Congrès Ouvrier de 1919 Ce parti avait des influences idéologiques diverses, et aussi contradictoires. Ainsi le radicalisme libéral cohabitait avec le socialisme chrétien, la franc maçonnerie et même avec l'anarchisme (29). Dans cet ambiance, le Premier Mai 1919 revendiqua pour la première fois le socialisme et se souvint des martyrs du travail, en particulier des artisans qui avaient été massacrés-es en mars de cette même année.

Vers 1921, les socialistes réussirent à avoir une influence majeure au Premier Mai, bien que cette fête soit restée celle du peuple travailleur. C'est seulement dans la période de 1924 à 1928, quand se développa le second cycle de grève et que se réalisèrent les différents congrès ouvriers, que le Premier Mai commença à avoir une connotation plus révolutionnaire et élitiste. Dans ce nouveau cycle de grève, les protagonistes sont surtout les travailleurs-euses salariés-es des secteurs des transports et des enclaves pétrolifères et bananières. Ainsi en octobre 1924, éclata la première grève pétrolière dans la ville de Barrancabermeja et en novembre se réalisa une retentissante grève à la « United Fruit Company ». Ce même mois se produisirent des protestations dans quatre grandes entreprises de Bogotá, ainsi que dans le secteur des voies ferrées. Les élites colombiennes tremblaient devant l'ombre de la grève générale (30).

Dans cette ambiance d'agitation sociale, le Premier Mai 1924 devint la date appropriée pour la célébration du « Premier Congrès Ouvrier » convoqué par le « Syndicat Central Ouvrier », celui-la même qui convoqua la rencontre de 1919 où naquit le Parti Socialiste. Dans le Congrès participèrent des délégués d'organisations ouvrières de l'ensemble du pays ainsi que le Président de la République et ses ministres. Il y eut quatre tendances dans cette réunion ; syndicalistes libéraux, socialistes, communistes et Anarchosyndicalistes (31). Parmi ces derniers, il y avait Juan de Dios Romero et Erasmo Valencia (32). Bien que dans ce congrès l'aile modérée du mouvement soit sortie victorieuse, ce type de rencontre, ajouté à l'irruption des grèves, généra une ambiance de politisation dans le pays qui se traduisit par le renforcement de plusieurs syndicats et par de nombreux essais d'organisation de la classe ouvrière en groupes, journaux et partis. La pluralité des idéologies révolutionnaires imprégnait les organisations des travailleurs-euses, et au début, le socialisme créole (c'est à dire colombien) permit cette coexistence. Cet éclectisme idéologique de l'époque donna lieu à des courants aussi distincts que le socialisme chrétien, le bolchevisme et le libéralisme radical et c'est justement dans ce contexte que l'anarchisme et en particulier l'anarchosyndicalisme fait irruption dans la lutte ouvrière colombienne et exerce son influence sur le Premier Mai.

Mais, comme cela a été mentionné antérieurement, les idées anarchistes avaient été diffusées parmi les artisans au milieu du XIXème siècle, c'est seulement vers 1924 que s'observa une nette influence de l'anarchosyndicalisme parmi les travailleurs-euses colombiens-nes (33). Comme cela s'était passé dans d'autres pays latino-américains, l'anarchosyndicalisme se renforça en Colombie avec l'aide d'agitateurs/rices étrangers qui radicalisèrent les attitudes libérales et socialistes des ouvriers-ères. Par exemple, en février 1924, quelques mois avant le Premier Congrès Ouvrier, le péruvien Nicolás Gutarra fut expulsé à cause de son agitation anarchiste dans la « Liga de Inquilinos » (Ligue des Locataires) (34) de Barranquilla et trois ans après, l'italien Filippo Colombo ainsi que l'espagnol Juan García connurent le même sort (35).

Ces deux étrangers avaient établi des relations politiques avec quelques groupes et journaux anarchistes du pays. Juan Garcia, pour sa part, était très proche du « Grupo Libertario » de Santa Marta, bien qu'il résidait à Bogotá. Ce groupe se forma en 1924 et édita à partir du 9 janvier 1925, un journal appelé *Organización*, dirigé par Nicolás Betancourt (36). Le groupe était formé par, entre autre, J.J. Solano, Antonio Lacambra, R.

Vanegas Gamboa, Genaro Torini, José Montenegro M., Elías Castellanos, Joaquín Rodríguez, Eduardo Sánchez y Paulino Conde (37). Aussi bien Antonio Lacambra qu'Elías Castellanos étaient des militants espagnols reconnus qui subirent des procès à leur encontre pour leur activités anarchistes en Colombie. Il arriva la même chose à l'italien Genaro Torini. L'activité politique de ce groupe-là se centrait sur le secteur syndical en réalisant des travaux d'organisation et d'agitation dans la zone bananière au nord de la Colombie. Le Groupe Libertaire de Santa Marta avait des contacts avec différentes organisations révolutionnaires dans le pays, comme le groupe de Bogotá « Pensamiento y Voluntad », qui éditait vers 1926 un journal du même nom (38). Faisaient partie apparemment de ce groupe, les infatigables anarchosindicalistes colombiens Carlos F. LEON et Luis A. ROZO (39). Le premier appartenait au syndicat des typographes et l'autre était représentant du syndicat de Paños Colombia. Le journal *Pensamiento y Voluntad* était une publication avec une orientation clairement anarchiste qui luttait pour la « pleine liberté humaine » (40). Idéologiquement, la publication était internationaliste, antiparlementaire et anticléricale. Par exemple, dans le numéro 2, après avoir soutenu Sacco et Vanzetti, on parle amplement du besoin de l'organisation fédérative du prolétariat en Colombie, de l'intention d'abandonner la lutte électorale et de comment le clergé obscurcit les cerveaux de la classe prolétaire. Dans un article intitulé « La Federación », est affirmé ce qui suit :

« Il est nécessaire que le prolétariat bouscule le joug capitaliste qui le rend abjecte, misérable et le maintient à genoux face à l'élégante cravache qu'est l'État. Il faut que le prolétariat commence à adopter une franche et décidée attitude antipolitique, parce qu'elle n'est que mensonge et tromperie pour le peuple. Il est nécessaire que les ouvriers-ères colombienNEs commencent à s'organiser en « sociétés de résistance » syndicats de métier ou d'industrie dans chaque localité ; avec ces syndicats organiser des Fédérations Locales où il y ait un ensemble de camarades conscientEs désireux/euses de prendre en charge les devoirs de relations collectives avec le reste des ouvriers-ères du pays » (41).

Et sur l'influence du clergé, on mentionne ce qui suit dans l'article « À quoi servent les religions » :

« La mission du clergé ne s'arrête pas là, il a la charge de maintenir allumées les passions politiques pour ainsi diviser les ouvrierEs, ils/elles agitent la question religieuse en accord avec les politiques professionnelLEs, qui à leur tour font semblant d'attaquer le clergé, mais ce sont des mensonges, car clergé et politique sont deux ramifications d'une même origine avec un but commun : maintenir le peuple dans l'ignorance pour l'exploiter à son avantage et profit tandis que les discordes entre eux (très peu nombreuses) sont uniquement au moment de se partager le butin » (42).

La radicalité du discours de *Pensamiento y Voluntad* montre jusqu'à quel point, vers la fin des années vingt, commençait à se définir plus clairement les doctrines révolutionnaires qui exerçaient une influence importante dans le mouvement ouvrier colombien. Cela se remarque aussi dans une lettre que Nicolás Betancourt, directeur de « *Organización* », a envoyée à l'espagnol Juan García. Dans celle-ci, Betancourt discute avec de la hauteur politique, mais avec un langage agressif, le rôle de l'anarchisme dogmatique : « J'ai parlé du fanatisme parmi les anarchistes parce que j'en connais beaucoup qui considèrent l'Anarchie comme un *santa santuorum* (saint sanctuaire), dans lequel certainEs prétendent être des pontifes, et enfermés dans leur conviction, ils/elles ne veulent pas aborder les masses par crainte de se contaminer. Et si par hasard, ils/elles descendent de leur Olympe, c'est pour imposer et non exposer. Ils/elles ne descendent pas pour attirer mais pour rejeter et excommunier tous êtres vivants qui ne pensent pas comme eux/elles » (43).



Le débat entre l'anarchisme orthodoxe et l'anarchosyndicalisme qui parvient aux masses et entre en relation avec d'autres organisations non anarchistes, se réalise dans les journaux et les lettres, mais finalement trouve des solutions dans la pratique concrète des ouvriers-ères libertaires. Cela devient manifeste dans la remarquable activité des personnes déjà mentionnés plus haut, Carlos F. León y Luis A. Rozo, qui en plus de faire partie de « Pensamiento y Voluntad », participent à la « Federación Obrera de Colombia », prennent contact avec des leaders ouvriers d'autres tendances idéologiques, comme Tomás Uribe Márquez (44) et animent aussi le Groupe Syndicaliste « Antorcha Libertaria » (Flambeau Libertaire) qui édite le journal *La Voz Popular*, et exercet également une influence importante dans le syndicalisme à Bogotá. « Antorcha Libertaria » avait aussi sa propre imprimerie et un local appelé « Casa del Pueblo », où se réunissaient divers groupes syndicaux de différentes tendances idéologiques. *La Voz Popular*, qui au départ circulait avec le sous-titre de « Hebdomadaire Libéral Ouvrier », reparaît en novembre 1924 avec une nette orientation anarchosyndicaliste et sous la direction de Luis María ALAVAREZ. Dans son numéro 107, il présente une forte critique aux syndicalistes de partis qui sont accusés de représenter « l'extrême gauche de la bourgeoisie ». L'article intitulé « Socialismo y disciplina » soutient que « l'esprit révolutionnaire, par sa nature même, est en perpétuelle contradiction avec toutes les disciplines et autorités. Et se sent même rebelle contre la politique socialiste aussi bien que contre l'abominable conservatisme parce que toutes leurs idées finales se rejoignent ; elles sont étatiques et ensuite tyranniques » (45). Cet article est accompagné par d'autres qui parlent en général de l'abstention électorale, de la pédagogie rationaliste et de la critique du matérialisme historique de Marx.

Évidemment, à partir de 1924, l'anarchosyndicalisme colombien commence à définir avec clarté ses contours et à répandre son influence dans le mouvement ouvrier du pays. À Bogotá, en plus de « Pensamiento y Voluntad » et « Antorcha Libertaria », l'apparition du Syndicat de Vendeurs/euses de Journaux à la Criée fut très importante. Celui-ci, en plus de s'associer avec d'autres groupes anarchosyndicalistes du pays, avait un contact direct avec le leader ouvrier Tomás Uribe Márquez, cité précédemment et avec d'autres camarades travailleurs-euses de la Dorada (46). En plus, il fut un des premiers à remplacer le drapeau blanc du Premier Mai par un rouge avec les trois huit (vraisemblablement une allusion à la revendication de la journée de 8 heures : 8 heures de travail, 8 heures de temps libre et 8 heures de repos - Note du CATS) (47).

Maintenant, comme cela se confirme avec l'existence du Groupe Libertaire de Santa Marta, l'anarchosyndicalisme n'avait pas seulement des activités dans la capitale. En fait, l'espagnol Elias CASTELLANOS, qui faisait partie de ce groupe, impulsa avec Gregorio CAVIEDES, la Fédération Ouvrière du Littoral Atlantique (FOLA), dont l'organe de diffusion était le journal *Via Libre*. Cette fédération travaillait directement avec les arrimeurs des ports de Barranquilla et Puerto Colombia et avec les travailleurs-euses du chemin de fer (48). Suivant une ligne idéologique similaire à *Pensamiento y Voluntad* et *La Voz Popular*, *Via Libre* était un journal anarchiste qui insistait surtout sur la tradition de la pensée libertaire, sur l'antimilitarisme et sur la libération de la femme (49). À Barranquilla aussi, mais vers 1928, existèrent deux syndicats anarchistes ; Le Syndicat Libertaire des Tailleurs-euses et le Syndicat d'ouvriers-ères Scieurs-euses. Dans leurs statuts, les deux syndicats coïncident pour affirmer l'éducation rationaliste des ouvriers-ères, la lutte des classes, la tactique de l'action directe et la recherche de l'émancipation totale économique et politique. En plus, le premier syndicat cité juste précédemment, soutient que la finalité de la lutte est le « communisme libertaire » (50). À côté de ces deux syndicats, il est important de prendre en compte le Syndicat Ouvrier de Barrancabermeja dont les statuts libertaires, qui plaidaient pour la création

d'une maison du peuple et pour l'éducation laïque des ouvriers-ères, furent publiés dans le journal anarchiste *Germinal* (51).

Ce développement idéologique et pratique de l'anarchosyndicalisme met en évidence les grandes transformations que commence à vivre le mouvement ouvrier colombien dans la période du second cycle de grèves. La constante et notoire participation des anarchosyndicalistes à partir de 1924, aide la transition de l'artisanat vers la classe ouvrière. Donc, les formes d'organisation et les pratiques de lutte des anarchosyndicalistes se répandent bientôt parmi l'ensemble des travailleurs-euses, au point que le socialisme colombien commence à faire siennes les tentatives de grève générale, l'action directe, le sabotage, le boycott, l'antimilitarisme, le féminisme, l'anticléricisme, et dans une moindre mesure, l'athéisme. Certainement, ce n'étaient pas seulement les anarchosyndicalistes qui commencèrent à définir l'idéologie ouvrière ni à affirmer leurs expressions de culture et d'identité, mais ils/elles ont contribué sûrement à leur développement, et cela est visible dans les changements que connut la célébration du Premier Mai.

Vers 1925, le Premier mai à Bogotá se dirigea vers la convocation du Second Congrès Ouvrier. Ce congrès fut lancé à cette période par les anarchosyndicalistes et réalisé finalement au mois de juillet. Carlos F. León, de « Antorcha Libertaria » et « Pensamiento y Voluntad », prit la décision d'organisation et fit le discours d'inauguration, mais le secrétaire fut le fameux leader ouvrier d'orientation marxiste Ignacio Torres Giraldo et le vice président l'indigène Manuel QUINTIN LAME. De ce congrès les anarchosyndicalistes sortirent en partie victorieux/euses, vu qu'il y eut une certaine flexibilité de la part des marxistes et qu'en plus on appela à l'action directe et à l'ignorance des partis politiques. Mais, en plus, par chance pour des groupes subalternes, dans ce second congrès, se forma la Confédération Ouvrière Nationale (CON) qui réussit à réunir des ouvriers-ères, artisans, paysans-annes, femmes, indigènes et syndicalistes. La CON joue un rôle fondamental dans la radicalisation du Premier Mai et c'est justement en 1926 que cette confédération contribue à ce que la célébration passe d'un événement festif à un « jour de réflexion ». Dans une circulaire préalable à la célébration, la CON soutient ceci : « Le Premier Mai ne doit pas se célébrer avec des Fêtes Nationales Patriotiques, mais avec des activités nettement internationales et de recueillement spirituel où l'ouvrierE conscientE doit penser à la lutte des classes, à l'indépendance face aux partis politiques bourgeois » (53).

Bien qu'à la fin de l'année 1926, l'anarchosyndicalisme perdit son contrôle sur la CON et sortit du Troisième Congrès Ouvrier défait par le secteur marxiste, il est certain que son influence sur l'identité ouvrière des années 20, et en particulier sur la transformation substantielle du Premier Mai, est remarquable. Au cours du Troisième Congrès Ouvrier, les anarchosyndicalistes, avec Carlos F. León en tête, ont dû se retirer et cela a été le moment propice pour la fondation du Partido Socialista Revolucionario (PSR), qui agita la lutte sociale même après les tragiques événements du « Massacre des Bananeraies » (où l'armée tira le 8 décembre 1928 sur des travailleurs/euses de l'United Fruit Company en grève depuis plusieurs semaines. Le bilan officiel fut de 9 mortEs, d'autres sources parlent d'au moins 60 mortEs, certaines autres de près de 1000 mortEs – Note du CATS). Bien que les anarchosyndicalistes aient perdu une partie de leur incidence durant le troisième congrès, cela n'arrêta pas leur lutte et malgré la répression vécue à partir de 1927, ils/elles continuèrent la célébration du Premier Mai comme un jour d'identité ouvrière, d'identité internationaliste et révolutionnaire. De cela témoigne un télégramme envoyé par les ouvriers de Barranquilla à *Voz Popular* le Premier Mai 1927 ; « Martyrs Chicago nous indiquent routes à suivre en Colombie. À vous pour la liberté entière » (54).

## NOTES :

**1** Cet article fait partie d'un projet d'enquête, de formation, de réflexion et de diffusion sur l'anarcho-syndicalisme en Colombie (1920 – 1930) que le CILEP est en train de réaliser depuis 2008 aux côtés de la CED-INS (Corporación para la Educación, el Desarrollo y la Investigación Popular) de Colombie et la CGT (Confederación General del Trabajo) d'Espagne.

**2** Cf. Vega Cantor, Renán. *Gente muy rebelde*. Quatrième volume, "Socialismo, cultura y protesta popular". Bogotá: Éditions Pensamiento Crítico, 2002, pp. 31-38.

**3** Cf. Gómez Muller, Alfredo. *Anarquismo y anarcosindicalismo en América Latina. Colombia, Brasil, Argentina, México*. Bogotá: La Carreta Editores, 2009, pp. 60-66. Également Aguilar Peña, Mario et Vega Cantor Renán. *Ideal democrático y revuelta popular*. Bogotá: CEREC, 1998, pp. 104-106.

**4** Cf. Archila, Mauricio. "La formación de la clase obrera colombiana (1910-1945)". Exposé présenté au XIVème Congrès International de LASA, 17-19 mars 1988, New Orleans, Louisiane (USA).

**5** Nom donné à cette période de l'histoire colombienne où le conservatisme renforça le centralisme politique, restreignit les libertés des citoyens et gouverna en concordance avec le pouvoir de l'Église Catholique.

**6** Cf. Uribe Celis, Carlos. "¿Regeneración o catástrofe? (1886-1930)". In: *Historia de Colombia. Todo lo que hay que saber*. Bogotá: Taurus, 2006, p. 224.

**7** Cf. Atehortúa Cruz, Adolfo León et Ramírez Vélez, Humberto. *Estado y fuerzas armadas en Colombia*. Bogotá: Tercer Mundo Editores, Universidad Javeriana de Cali, 1994, p. 57.

**8** Cf. Uribe Celis, op. cit., p. 238.

**9** Ibid.

**10** Archila, op. cit., *La formación de la clase obrera colombiana*, p. 3.

**11** Cf. Celis, op. cit., p. 241-242.

**12** Cf. Gómez-Muller, op. cit., pp. 60-66.

**13** Cf. Aguilar Peña et Vega Cantor, op. cit., p. 106. Miguel Urrutia souligne également l'influence des idées de Proudhon et d'autres socialistes français dans la pensée des libéraux/ales colombiens de cette époque. Voir Urrutia, Miguel. *Historia del sindicalismo colombiano*. Bogotá: Universidad de los Andes, 1978, p.43.

**14** Cf. Nuñez, Luz Ángela. *El obrero ilustrado. Prensa obrera y popular en Colombia 1909-1929*. Bogotá: Uniandes -CESO, 2006, p. 13.

**15** La Unión Obrera fut le résultat de l'union de plusieurs organisations de métier. 3 mois après sa création, elle comptait près de 3 500 membres. Son idée d'unité ne se liait pas encore à l'identité de classe mais à la nécessité d'affronter en commun la croissance des associées et leur assistance. Cf. Medina, Medófilo. *Historia del Partido Comunista de Colombia*. Tome I. Bogotá: Centro de Estudios e Investigaciones Sociales, 1980.

**16** Cf. Archila Mauricio. *Cultura e identidad obrera. Colombia 1910-1945*. Bogotá: CINEP, 1991, pp. 410, 411.

**17** *El Republicano*, 2 mai 1914. Cité in Vega Cantor, op. cit., p. 34.

**18** Ibid, pp. 31-37.

**19** *El Domingo*, 3 mai 1914. Cité in ibid, p. 41.

**20** Ibid., p. 42.

**21** Cf. Aguilar Peña et Vega Cantor, op. cit., pp. 189-207.

**22** *El Domingo*, 7 mai 1914. Cité in Vega Cantor, op. cit., p. 42.

**23** Cf. Ibid, p. 43.

**24** Cf. Archila, op. cit., *Cultura e identidad obrera*, p. 411 et Vega Cantor, op. cit., p. 57.

**25** *El Domingo*, 7 mai 1914. Cité in Vega Cantor, op. cit., p. 47.

- 26** Cf. Archila, Mauricio, op. cit., Cultura e identidad obrera, pp. 410, 411.
- 27** Cf. Archila, op. cit., *La formación de la clase obrera colombiana*, p. 1.
- 28** Cf. Nuñez, op. cit., p. 14.
- 29** Cf. Ibid., p. 15.
- 30** Cf. Archila, op. cit., Cultura e identidad obrera, p. 225.
- 31** Cf. Urrutia, op. cit., p. 108.
- 32** Cf. Uribe, María Tila. *Los años escondidos. Sueños y rebeldías en la década del veinte*. Bogotá: Éditions Antropos, 2007, pp. 126-130.
- 33** Ici il faut mentionner, comme une remarquable exception, la précoce influence anarchiste exercée l'italien Vicente Adamo et la colombienne Juana Julia Guzmán sur les artisanEs et les ouvrierEs de Monteria. Voir Vega Cantor, op. cit., p. 60.
- 34** Cf. Archila, op. cit., Cultura e identidad obrera, p. 236.
- 35** Procès judiciaire de Juan García et Filippo Colombo.
- 36** Cf. Gómez Muller, op. cit., p. 128.
- 37** Notes de réunion du Groupe Libertaire de Santa Marta, octobre 1926.
- 39** Lettre du Groupe Pensamiento y Voluntad à *El Sagitario* (Mexique), 19 février 1927.
- 40** *Pensamiento y Voluntad*, 1<sup>ère</sup> année, N° 2, jeudi 26 août 1926.
- 41** Ibid.
- 42** Ibid.
- 43** Lettre du Groupe Libertaire de Santa Marta à Juan García (Bogotá), 20 août 1926, Santa Marta.
- 44** Lettre de Luis A. Rozo à Tomás Uribe Márquez et Filippo Colombo, 11 septembre 1926.
- 45** *La Voz Popular*. "El periódico de los trabajadores". N° 107, Bogotá, 29 mai 1927.
- 46** Lettre du Syndicat des Vendeurs/euses de Journaux à la Criée aux camarades de la Dorada, 16 février 1927.
- 47** Vega Cantor, op. cit., p. 66.
- 48** Cf. Gómez Muller, op. cit., pp. 102-113.
- 49** Dans l'édition N° 2 du 10 octobre 1925 il y a des articles sur l'anarchie, une invitation à une conférence d'Elías Castellanos, Un hommage à Ricardo Mella et un article d'Élisée Reclus
- 50** Archila, Mauricio. "Estatutos de sindicatos anarquistas en Barranquilla (1928)". In: *Anuario colombiano de Historia Social*, Volume 15.
- 51** *Germinal*, N° 21, 24 janvier 1925.
- 53** Cité in Archila, op. cit., Cultura e identidad obrera, p. 412.
- 54** *La Voz Popular*. "El periódico de los trabajadores". N° 107, Bogotá, 29 mai 1927.